

LE TEMPS DU CHANGEMENT SYSTÉMIQUE EST ARRIVÉ

par Saïd El-Khadraoui

La prochaine législature doit absolument mettre en marche la transition vers une économie circulaire faible en carbone et une société fondée sur l'inclusion sociale. Il faut transformer les nombreux défis en opportunités. Aucune « main invisible » ne nous amènera à destination, et c'est pourquoi tout le monde devra contribuer à cette transition. Les multinationales devront prendre leurs responsabilités et passer de la parole aux actes.

Le modèle de protection sociale européen ne sera pas viable sur le long terme si nous ne parvenons pas à réinventer le contrat social de l'après-guerre. Il est urgent de repenser la relation entre les dirigeants, les citoyens et le secteur privé, ce dernier ayant un grand rôle à jouer dans la réalisation des objectifs sociétaux de l'Europe.

Cette nécessité est d'autant plus criante à l'ère de la mondialisation, où le transfert des bénéfices par les multinationales, l'évasion fiscale, la concurrence fiscale et l'expansion de géants du numérique (qui ne paient quasiment aucun impôt ou contribution à la sécurité sociale) nuisent à la viabilité financière de notre modèle social et à la capacité de nos gouvernements à se préparer pour l'avenir en investissant dans l'innovation ou dans la formation et le recyclage des travailleurs.

Cette situation est source d'inégalités croissantes et d'injustice, et de ce fait, elle alimente le mécontentement de la population et érode sa confiance en notre système démocratique, au profit de mouvements

populistes qui promettent des solutions faciles à des questions complexes. Dans une Europe vieillissante, à une époque où l'ampleur et la vitesse des avancées technologiques renforcent le sentiment d'insécurité, ce cocktail potentiellement toxique pourrait diviser et affaiblir encore davantage l'Europe.

Par ailleurs, le réchauffement climatique et ses répercussions très diverses constituent une menace plus grande encore pour notre mode de vie ou, pour le dire plus platement, pour la vie sur Terre de manière générale. Nous sommes donc obligés de transformer fondamentalement notre société et notre économie pour les décennies à venir. Et le plus tôt sera le mieux. Plus nous attendrons, plus la note sera salée. Cette transformation va bien au-delà d'une réduction des émissions de CO₂. Il faut aussi s'attaquer à d'autres problèmes environnementaux, tels que la perte dramatique de biodiversité et l'appétit toujours plus insatiable pour les matières premières vierges. Dans un monde où la population ne fait que croître et aspire à grimper dans l'échelle sociale, ce n'est pas une mince affaire.

Il est dès lors temps de procéder à un changement systémique, à travers tous les secteurs et chaînes de valeur, de la conception de produit aux modèles d'entreprise, en passant par la prestation de services et le commerce. Les décideurs politiques doivent repenser la fiscalité, la budgétisation et les marchés publics. Il faut également changer les mentalités et modifier notre mode de vie: pouvons-nous aboutir à une qualité de vie élevée tout en modifiant des modèles de consommation nuisibles, définis par l'endroit où nous résidons et la manière dont nous vivons, nous déplaçons et mangeons ? Il convient en outre certainement de revoir notre définition du progrès et de la réussite. La croissance du PIB d'un État, les bénéfices trimestriels d'une entreprise ou l'augmentation de ses parts de marché n'ont pas grand-chose à voir avec la transition vers une économie circulaire à l'effet neutre sur le climat. À l'heure actuelle, aucun pays n'a atteint un développement humain élevé en respectant les limites de la planète. À l'avenir, tous les pays devraient le faire. Il en va de même pour les entreprises.

Le prochain cycle institutionnel aura un rôle crucial à jouer s'agissant de mettre en marche cette transition et de transformer les nombreuses difficultés en opportunités. Aucune « main invisible » ne nous servira sur un plateau une économie durable et une société fondée sur l'inclusion sociale, où personne n'est laissé de côté. Les structures et les cadres nécessaires devront être conçus,



un large éventail d'outils politiques devront être activés en même temps à différents niveaux, et des modèles de gouvernance en mesure de convaincre toutes les parties prenantes devront être mis en place. Les multinationales, plus que les autres, devront prendre leurs responsabilités et passer de la parole aux actes.

Selon moi, il convient de miser sur trois priorités politiques pour aider les multinationales à se montrer plus responsables face aux difficultés actuelles.

Premièrement, elles doivent payer leur juste part d'impôts. Il faut pour ce faire convenir d'un taux d'imposition minimum au niveau de l'UE et veiller à ce que tous les secteurs, y compris le secteur du numérique et de l'économie des plateformes, contribuent au financement des biens et services publics.

Deuxièmement, des lignes directrices européennes devraient garantir une harmonisation des contributions sociales pour toutes les formes d'emploi – un enjeu croissant à une époque où les formes de travail non conventionnelles se multiplient.

Troisièmement, il faut accélérer la transition vers un système financier durable, en facilitant la prise en considération des risques climatiques et autres risques à long terme pour le développement durable ainsi que

des opportunités qui en découlent dans les décisions d'investissement, de sorte à réorienter les flux de capitaux et à entraîner un changement de comportement des entreprises. Des agences de notation spécialisées dans le développement durable, des fournisseurs d'indice et certaines entreprises mettent en place des cadres pour évaluer les performances sociales et environnementales. Le principal défi néanmoins est que les critères et les données utilisés sont rarement comparables, ce qui est source de confusion et nuit à la crédibilité de ces mécanismes. La nouvelle Commission européenne devrait par conséquent proposer un plan d'action 2.0 pour des finances durables, afin de lever ces obstacles, de définir ce qui est écologique ou durable et ce qui ne l'est pas, et de connecter davantage le monde de la finance aux enjeux du développement durable.

En outre, les efforts déployés en faveur d'une meilleure stratégie pour notre politique industrielle devraient être axés sur un avenir circulaire sobre en carbone. Réfléchissons à la manière dont les fonds consacrés à la recherche et à l'innovation et dont nos politiques d'investissement et instruments commerciaux pourraient aider les entreprises à se renforcer et à s'adapter à ces nouvelles conditions. Nous devrions également mettre au point des politiques d'anticipation pour aider les régions, les secteurs industriels et les citoyens à s'adapter.

Tous ces éléments pourraient servir de base à une nouvelle « donne », à un nouveau « contrat social » ou à un « pacte pour le développement durable » qui fourniraient des orientations claires aux citoyens et rétabliraient leur confiance en l'avenir.



> AUTEUR

Saïd El-Khadraoui est conseiller au Centre européen de stratégie politique. Il a été membre du Parlement européen de 2003 à 2014, où il a exercé les fonctions de coordinateur et de porte-parole du Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au sein de la commission des transports. Il a également été membre suppléant de la commission des affaires économiques et monétaires.

Avertissement: les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de la Commission européenne. Certaines idées s'inspirent de la note du Centre européen de stratégie politique intitulée « Europe's Sustainability Puzzle », publiée en avril 2019.